

<http://www.contretemps.eu/interventions/fin-leurope>

La fin de l'Europe

Dans cet article initialement paru sur le site états-unien [Jacobin](#), Cédric Durand montre que la crise en Grèce s'inscrit dans un mouvement de désintégration du projet européen.

*Cédric Durand est économiste à l'université Paris-13 et enseigne à l'EHESS. Membre des Economistes attérés et du comité de rédaction de Contretemps-web, il est l'auteur du livre Le capital fictif (*Les Prairies ordinaires*, 2014), et a coordonné l'ouvrage En finir avec l'Europe (*La Fabrique*, 2013).*

Du point de vue européen, l'effondrement financier de 2008 ne fut que le prologue d'une crise continentale généralisée. La débâcle financière de fabrication états-unienne a déclenché une chaîne complexe d'événements inattendus à travers le Vieux Continent, contaminant toutes les sphères de la vie sociale et débouchant sur un paysage radicalement nouveau, en proie aux turbulences politiques et économiques.

Comme [le déclarait](#) il y a quelques mois [Ada Colau](#), la maire nouvellement élue de Barcelone à la tête d'une coalition inspirée des Indignés :

« De cette crise, personne ne sortira comme avant. Ce qui nous attend, c'est, au choix, un horizon féodal, avec une augmentation brutale des inégalités, une concentration sans précédent des richesses, de nouvelles formes de précarité pour la majorité des citoyens. Ou alors, une révolution démocratique, où des milliers de personnes s'engagent, pour changer la fin du film ».

Nous sommes très probablement arrivés à ce tournant historique. [La très large victoire du Non au référendum grec du 5 juillet](#) est une des plus claires indications de la volonté des classes populaires de mettre un terme à des décennies d'intégration européenne néolibérale. Cette réouverture

de ce qu'Auguste Blanqui appelait le « chapitre des bifurcations » participe de mouvements tectoniques qui secouent un continent tombé dans une spirale de rancune et de ressentiments jamais vue depuis le milieu du siècle dernier.

Une grande entreprise politique en faillite

Il y a quinze ans, le succès du lancement de la monnaie unique a alimenté une vague d'europhorie à travers le continent. La [Stratégie de Lisbonne de 2000](#) promettait de faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité et d'une plus grande cohésion sociale. » Les enthousiastes dépeignaient l'Union comme « un phare de lumière dans un monde troublé ». Marcel Gauchet et [Jürgen Habermas](#) faisaient valoir que la nouvelle formule européenne – en termes de gouvernance démocratique supranationale et d'Etat-providence – était destinée à servir de « modèle pour les nations du monde ».

Les prévisions des jours européistes ne se sont jamais matérialisées. Au contraire : rétrospectivement, la séquence toute entière apparaît comme une histoire d'échecs ininterrompus. Les performances de la zone euro en termes de croissance économiques ont été largement en deçà de celles de toutes les autres régions, avant et après la crise, et le virage austéritaire de 2010 a produit une magnifique débâcle économique. Le PIB n'a toujours pas retrouvé son niveau de fin 2007, ce qui en fait l'une des pires crises économiques de l'histoire récente – surpassée seulement par la catastrophique restauration capitaliste russe des années 1990.

L'OCDE a concédé un aveu sans détour de l'inadéquation de la gestion économique pendant cette période en illustrant le contraste entre les prévisions de croissance et la trajectoire effective de la zone euro. Le redémarrage, annoncé à de multiples reprises, ne s'est jamais matérialisé.

Le chômage atteint des sommets : en 2014, ce sont 44 millions de personnes qui sont privés d'emploi ou sous-employés au sein de l'Union européenne. Ce fléau est non seulement un dou-

loureux drame personnel pour les travailleurs concernés et leurs familles, mais aussi une illustration spectaculaire de l'irrationalité de notre organisation sociale qui se solde par un gaspillage économique gigantesque, gâchés d'autant plus considérable que les travailleurs européens sont parmi les plus productifs au monde.

Le mythe de la convergence intra-européenne s'est également écroulé. Au cours des cinq dernières années, le rapprochement en trompe l'œil des niveaux socioéconomiques s'est évanoui, réinstallant avec une ardeur redoublée la hiérarchie économique entre le noyau européen allemand et les périphéries. Le PIB par habitant de l'Italie est aujourd'hui plus faible qu'il n'était en 1999. D'autres pays comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal sont submergés par la désespérance sociale, avec des segments entiers de la population dans l'impossibilité de satisfaire à leurs besoins essentiels.

L'ironie de l'histoire est que toute cette souffrance fut vaine. Les ratios dette/PIB ont augmenté en dépit des sévères mesures d'austérité, enfermant les pays périphériques et leurs classes laborieuses dans un cycle sans fin de servitude pour dette vis-à-vis des marchés financiers et des institutions et des pays créanciers. Dans le même temps, les déséquilibres commerciaux persistent au sein de la zone euro, et la coordination plus étroite des prescriptions néolibérales au niveau de l'UE n'offre aucun mécanisme capable de s'attaquer aux problèmes sous-jacents de développement inégal.

Un césarisme bureaucratique dysfonctionnel

Les vents contraires de la dépression économique ont transformé la gouvernance européenne en une machine de guerre de classe. Le grand bond en avant de l'intégration au cours des dernières années a réduit quasiment à néant la capacité des parlements nationaux à exercer un rôle actif sur la politique économique. Durcissement des règles, supervision bureaucratique par la Commission et les gouvernements centraux, mise en place d'organes technocratiques indépendants contrôlant la politique budgétaire et élargissement des compétences de la Banque centrale européenne (BCE) ont réduit l'action des gouvernements à la mise

en œuvre du vieux « consensus de Washington » : rigueur budgétaire, privatisation et libéralisation.

Les mesures d'austérité antipopulaires et les réformes du marché du travail ont suscité dans les pays du Sud des mobilisations sociales d'une ampleur sans précédent depuis des décennies, avec plusieurs grèves générales et des phases quasi-insurrectionnelles en Espagne et en Grèce. Lorsque la détermination des gouvernements nationaux s'est affaiblie, le centre européen a eu recours à une poussée d'autoritarisme : des coups de force bureaucratiques ont évincé plusieurs premiers ministres, tandis que la BCE, dirigée par l'ancien vice-président de Goldman Sachs, Mario Draghi, soumettait explicitement les dirigeants récalcitrants à un chantage à la liquidité.

Dans aucun autre cas la confrontation n'est apparue avec autant de clarté qu'en Grèce. Dans une déclaration de mi-juin 2015, l'économiste en chef du Fonds monétaire international, Olivier Blanchard, écrivait avec une franchise déconcertante : « Par le jeu de la démocratie, les citoyens grecs ont fait savoir qu'ils ne voulaient pas de certaines réformes. Nous estimons que ces réformes sont nécessaires » En opposant explicitement les choix démocratiques et les exigences bureaucratiques néolibérales, Blanchard répétait tout simplement le mantra des dirigeants européens selon lequel il n'y a pas d'alternative au statu quo.

Les discussions avec la Grèce sont donc un processus formel visant à vaincre politiquement les forces de gauche au pouvoir dans ce pays afin d'enterrer toute perspective de changement politique significatif à travers le continent. On ne saurait expliquer autrement l'inflexibilité des créanciers malgré le franchissement par Tsipras de toutes les lignes rouges de Syriza en termes de réforme des retraites, de politique fiscale, de privatisations et de libéralisation du marché. Cette attitude punitive était claire comme de l'eau de roche à la fin juin, lorsque la BCE a activement poussé à une panique bancaire en mettant en garde contre une « crise incontrôlable », puis en plafonnant ses prêts d'urgence au secteur bancaire, ce qui a entraîné la fermeture des banques, la limitation des retraits et l'établissement d'un contrôle des capitaux.

Cependant, la rigidité vis-à-vis du gouvernement grec n'est pas seulement l'effet d'une volonté politique néolibérale éhontée. Elle révèle un problème de faible manœuvrabilité du navire politique européen due, pour l'essentiel, à la taille et à la complexité juridique de l'UE. Fondamentalement, la gouvernance de l'UE est la douloureuse sédimentation de difficiles compromis interétatiques à travers des règles dont le contournement est délicat et toujours acrobatique. Les capacités de décisions à l'échelon européen sont en conséquence extrêmement encadrées et attachées aux équilibres politiques antérieurs, ce qui rend presque impossible toute initiative radicale. En outre, la bureaucratie européenne est minuscule, avec environ trente mille fonctionnaires et un budget de moins de 1% du PIB de l'UE. Sa seule et unique force politique résulte d'une accumulation de règles et de procédures que l'élite européenne tient à préserver scrupuleusement, même si cela aboutit à une gestion systématiquement chaotique des péripéties qui se sont multipliées ces dernières années.

A un niveau plus profond, le manque de manœuvrabilité de l'UE est le produit paradoxal des écrasantes victoires du capital transnational et financier au cours des décennies précédentes. Ces victoires ont abouti à l'établissement d'institutions proto-étatiques européennes focalisées principalement sur les intérêts fondamentaux du capital – concurrence, marché et monnaie – tandis que le travail et les problèmes sociaux sont réduits symétriquement à de simples variables d'ajustement. Par conséquent, si le proto-État européen est fort dans la promotion des intérêts immédiats d'un bloc de pouvoir conduit par la finance, il lui manque le versant consensuel de l'hégémonie, celui qui est indispensable pour faire tenir ensemble la diversité des sociétés et des couches sociales en période de turbulences.

Des forces centrifuges

Les échecs économiques et sociaux en cascade combinés à une manœuvrabilité politique limitée érodent l'attrait pour le projet européen et réactivent des forces centrifuges à travers le continent.

L'Europe est l'un des paysages politiques les plus complexes au monde. Ce mélange idiosyncrasique d'héritages forts et contradictoires des traditions libérales, fascistes et communistes, d'une gouvernance étatique à plusieurs niveaux, de légitimités démocratiques concurrentes, de mouvements sociaux dynamiques et de liens géopolitiques contradictoires, est une fois encore en ébullition.

Dans un tel contexte, et quel qu'en soit le devenir, le bouleversement politique en Grèce est déjà un marqueur dans l'histoire du continent. Ce pays, qui au début des années 1980 témoignait de la capacité de l'Europe à offrir un solide point d'ancrage dans la démocratie libérale et la stabilité socio-économique à un régime post-autoritaire, est devenu le symbole de l'échec et de la désunion. La tentative de Syriza d'échapper à la cage d'acier néolibérale n'a eu d'autres réponses que des manœuvres de sabotage et des vitupérations de la part des autres gouvernements et des institutions européennes, ne lui laissant le choix qu'entre la capitulation et la rupture, deux issues négatives du point de vue de l'attractivité de l'UE.

Le renforcement des forces centrifuges apparaît également comme la conséquence du déclin de l'attrait de Bruxelles. La Grande-Bretagne, qui a succombé de longue date aux sirènes atlantistes, réclame un revirement substantiel de l'intégration, menaçant de quitter le navire. A la frontière orientale de l'Union, la désillusion vis-à-vis de l'intégration européenne laisse un champ libre aux forces nationalistes, bien que celles-ci soient animées de sentiments contradictoires vis-à-vis de l'assurance géopolitique retrouvée de la Russie. Au sein même du cœur historique de l'Europe, un désarroi croissant se fait sentir. Il favorise bien sûr la montée de partis d'extrême droite comme le Front National en France, mais laisse aussi libre cours à des discours racistes dans les médias dominants. Le récent texte de Berthold Seewald dans le principal journal conservateur allemand, *Die Welt*, mobilisant des arguments ethniques pour écarter la Grèce de l'UE en est une illustration abjecte. Rappelant le contexte de la guerre d'indépendance grecque des années 1820, il affirme que, à cette période, « *la repré-*

sentation selon laquelle les Grecs modernes sont les descendants de Périclès ou Socrate et pas un mélange de Slaves, de Byzantins et d'Albanais, a été pour l'Europe érigée en credo. (...) C'est pour cela qu'on a accepté les Grecs fauchés dans le bateau européen en 1980. On peut en admirer chaque jour les conséquences ».

Dans le même temps, des signes de découragement parmi les dirigeants traditionnels abondent. Réduits à des calculs compliqués et privés de toute source d'inspiration politique, l'Europe n'alimente rien d'autre que l'acrimonie. Le manque de solidarité a fait une nouvelle fois surface lorsque les chefs des gouvernements ont discuté de la crise des migrants. Alors que des milliers de personnes souhaitant rejoindre l'Europe meurent en Méditerranée, la réponse des dirigeants européens a été de manière tristement révélatrice focalisée sur des attaques militaires. Et lors des discussions sur la répartition des demandeurs d'asile entre les pays, c'est l'égoïsme qui s'est imposé, conduisant Matteo Renzi, la pâlisante jeune étoile italienne du centre-gauche européen, à lancer : « Si c'est votre idée de l'Europe, vous pouvez la garder. »

Les récents scrutins en Espagne et au Royaume-Uni confirment que la déception envers l'Europe se réfracte dans l'espace national par une diminution des votes pour l'« extrême centre ». Que leurs convergences idéologiques se traduisent ou non par des alliances nationales, l'aile droite et l'aile gauche du centre sont étroitement unies dans une grande coalition européenne permanente. Ce sont les partis soi-disant sociaux-démocrates qui paient le prix fort dans cette érosion ; comme leurs positions traditionnelles sur les questions socio-économiques se sont fondues dans le dogme néolibéral, elles ont progressivement ôté à leur électorat toute raison de voter pour eux, celui-ci se réfugiant dans l'abstention ou se détournant vers de nouveaux types de mouvements politiques.

A gauche, l'émergence de nouveaux mouvements politiques dans différents pays est liée à la fois à des facteurs structurels tels que l'intensité de l'austérité et aux cordonnées nationales du champ politique. Mais au-delà de leurs destinées politiques à court terme, aucun de ces mouvements

ne pourra différer longtemps les discussions sur des points stratégiques essentiels.

Deux ans avant de devenir ministre des Finances de la Grèce, dans ses « Confessions of an Erratic Marxist », Yanis Varoufakis endossait la mission de sauver le capitalisme européen de lui-même. La bataille de Grèce a montré que cela risquait d'être plus difficile qu'il ne l'avait prévu. La dynamique de développement combiné et inégal dans la périphérie européenne souligne la nécessité pour la gauche de passer d'une lutte défensive contre l'austérité à un ordre du jour positif délimitant des alternatives systémiques. L'expérience grecque démontre que, sur ce chemin, il n'y a pas d'autre choix que la rupture avec les institutions européennes néolibérales et la reconquête de la souveraineté démocratique sur les monnaies nationales.

Il y a là cependant une difficulté de taille. Les populations exténuées par la crise sont réticentes à supporter les coûts transitoires de la rupture, même si elles peuvent être convaincues des avantages qu'elle procurerait à plus long terme. Formuler des propositions politiques garantissant un filet de sécurité au cours de cette transition sera essentiel pour faciliter de nouvelles victoires électorales, à commencer par les élections en Espagne cet automne. Podemos et ses alliés des mouvements sociaux y ont une opportunité significative de l'emporter. Comme l'expérience de la Grèce l'a montré, on peut s'attendre à ce que l'élite européenne ne soit rien moins qu'impitoyable. Un membre de la direction de Podemos me le déclarait récemment : « vous feriez mieux d'être préparé ».

Cédric Durand

Traduction : Ananda Cotentin.